

La mobilisation s'impose !



CETTE ANNÉE, RENTRÉE RIME AVEC ACCÉLÉRATION DE L'AUSTÉRITÉ

Le gouvernement reste sourd aux revendications des salariés, mais par contre entend bien, de son oreille droite, la complainte du patronat !

Les conséquences du pacte de responsabilité :

- 40** milliards pour le patronat transférés des comptes publics dans les caisses du patronat
- 11** milliards de coupes dans le budget des collectivités
- 15** milliards de coupes dans la Santé
- 18** milliards de coupes dans la fonction publique d'Etat

Ces moyens financiers en moins riment avec **suppressions d'emplois, privatisation de missions de services publics, dégradations des conditions de travail, baisse du pouvoir d'achat.**

Menée à marche forcée, la réforme territoriale (métropolisation, régionalisation, suppression des départements), avec les conséquences pour les personnels, les usagers et le service public, se fait sans concertation avec les premiers concernés : les citoyens.

Les mauvais coups pleuvent et, pour asseoir sa politique, le chef de l'État et son Premier ministre remanient le gouvernement en écartant les ministres ayant contesté les mesures d'austérité. Celles-ci financent les mesures pro-patronales sur le dos des salariés et des usagers du service public.

La nomination au ministère de l'Économie d'Emmanuel Macron, ancien banquier d'affaires chez Rothschild, remet les clefs du coffre France entre les mains de la haute finance.

Le cap de l'austérité est ainsi confirmé. Le président de la République s'enferme dans le pacte de responsabilité qu'il a passé avec le président du MEDEF.

Le peuple est trahi, les puissants sont une fois de plus cajolés. Ils se sentent si bien qu'ils applaudissent debout le Premier ministre venu les saluer aux universités du MEDEF.



L'austérité, ce n'est pas pour tout le monde !



Absence totale de prise en compte des réalités sociales, des besoins sociaux, des préoccupations essentielles des Français

SALAIRES, SANTÉ, EMPLOIS, SERVICES PUBLICS... Le gouvernement roule à contresens et nous envoie

droit dans le mur, au profit de l'extrême droite raciste et antisociale.

Se pose avec force dans notre pays la question de la répartition des richesses et celle des efforts consécutifs de la crise financière dont les salariés ne sont en rien responsables.

LE 16 OCTOBRE, DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE APPELÉE PAR LA CGT, L'INTERVENTION DES SALARIÉS S'IMPOSE !

SALAIRES, POUVOIR D'ACHAT, SERVICE PUBLIC, EMPLOIS, PROTECTION SOCIALE, RETRAITE, CONDITIONS DE TRAVAIL...

...D'AUTRES SOLUTIONS SONT POSSIBLES !



Il y a de l'argent pour changer les choses !

Avec la CGT, j'agis pour le changement !

Le 4 décembre 2014, je vote CGT !

Dès aujourd'hui, je me syndique CGT

200 milliards d'euros, c'est la somme vertigineuse des multiples aides et exonérations sociales et fiscales dont bénéficient chaque année les entreprises françaises de la part de l'Etat et des collectivités locales (et ce sans tenir compte du Pacte de responsabilité...).

Ces aides et exonérations sont censées soutenir l'emploi, avec le résultat que l'on connaît : plus de cinq millions de demandeurs d'emploi et un chômage qui augmente de manière continue depuis plus de deux ans...

200 milliards c'est aussi l'équivalent de 10 % des richesses produites en France en 2013.

200 milliards, c'est 10 fois ce que seraient, selon le gouvernement, les besoins de financement des retraites en 2020.

200 milliards, c'est plus de 100 fois la somme nécessaire pour augmenter d'1 % la valeur du point d'indice de la Fonction publique !



www.spterritoriaux.cgt.fr

Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus fortes et plus forts.

Lieu de manifestation le 16 octobre
Châlons : 10 h Maison des Syndicats
Épernay : 10 h Place Carnot
Reims : 10 h Maison des Syndicats
Vitry le F. : 16h30 Place Lucien Herr